

"Comment se fera l'Europe et qui la fera?" dans La République moderne (Juillet 1948)

Légende: En juillet 1948, le bimensuel français La République moderne, organe des Cercles socialistes, fédéralistes et communautaires, publie un article du journaliste André Gautier-Walter qui détaille les résultats du congrès de l'Europe à La Haye et décrit les principes du socialisme fédéraliste.

Source: La République moderne. Cahiers du socialisme et du syndicalisme fédéralistes. Juillet 1948, n° 54; 4e année. Paris.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"comment_se_fera_l_europe_et_qui_la_fera_"_dans_la_republique_moderne_juillet_1948-fr-fd220d49-f5c7-4b5a-88b8-b55a8f7acd0f.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Comment se fera l'Europe et qui la fera ?

D'importantes décisions ont été prises à La Haye. Les motions adoptées dans les trois sections du congrès politique économique et culturelle, définissent un certain nombre **d'institutions européennes** dont la création doit inaugurer un véritable « échelon fédéral », un plan européen supra-national et non seulement international. L'esprit qui s'y est affirmé a, du reste, été celui du dépassement des égoïsmes nationaux et des souverainetés nationales (bien illusoire aujourd'hui !), au profit d'un esprit nouveau et commun. On pourrait comparer ce phénomène psychologique à la naissance de l'esprit national que Bouvines, puis Jeanne d'Arc avaient éveillé et que la Renaissance du XVI^e siècle a développé, avant son complet épanouissement en 1789, et même son exagération avec le « principe des nationalités » de la fin du XIX^e siècle. De même que bien des gens, avant 1789, pensaient avant tout en Bourguignons ou en Provençaux, et non en Français, de même, avant La Haye, certains hommes n'avaient jamais réellement « pensé européen ».

Espérons d'ailleurs que l'Europe ne sera qu'une étape vers une libre organisation du monde.

Les institutions dont il a été parlé à La Haye consistent, entre autres, en une sorte de « Cour Suprême », Tribunal international, ou plutôt supra-national, qui garantirait, en Droit et en fait, le respect d'une « Charte des droits et des devoirs de l'Homme ». Le citoyen d'un pays pourrait alors faire appel à ce tribunal pour faire garantir ses libertés, si elles sont insuffisamment assurées par son Etat national.

Il a été prévu également une Assemblée représentative, une sorte de Parlement européen, qui pourrait avoir plusieurs chambres, ou plusieurs sections, comme le congrès de La Haye lui-même, pour laisser s'exprimer, à côté des représentants des Etats et des partis, ceux des forces et des collectivités d'ordre économique, social ou culturel.

A côté de l'Exécutif politique européen, il a été parlé d'institutions telles qu'un « **Centre européen de la Culture** » et un « **Centre européen de l'Education et de l'Enfance** ». Sur le plan économique, des institutions de gestion d'une économie européenne devraient être organisées.

Ces résultats, qui ne sont que les premiers pas de l'Europe unie, n'ont pas été obtenus sans heurter des égoïsmes nationaux capitalistes ou partisans, et il faut rappeler que les fédéralistes étaient en minorité à ce Congrès de La Haye, et que d'éminentes personnalités essayaient à cette occasion de se refaire une virginité en soutenant ce qu'elles avaient prétendu jusque là être une utopie.

Quant à nous, nous pensons qu'il faut affirmer une position à la fois beaucoup plus socialiste, et plus fédéraliste.

L'Europe ne sera pas seulement une Fédération d'Etats, mais une Fédération des peuples. Les pactes, traités, lois et constitutions, et les institutions elles-mêmes, risquent de rester lettre morte (comme pour la défunte S.D.N.) si les peuples eux-mêmes ne se mettent pas en mouvement pour les soutenir, les organiser, les animer.

A côté des représentants des Etats, des diplomates et des juristes, il ne faut pas seulement les représentants des partis dans les Assemblées représentatives et les Conseils d'administration des organismes européens d'ordre économique, culturel ou social. Il faut mobiliser également, pour la « cogestion » des structures sociales et économiques, les délégués des ouvriers, des professionnels, des intellectuels, et aussi des collectivités territoriales, provinciales, locales.

C'est sur eux, c'est-à-dire, somme toute, sur nous, qu'il faut surtout compter pour faire l'Europe, car les Etats, obligés qu'ils sont de parler « européen », éprouveront quelque hésitation, soyons en sûrs, pour faire cette « Nuit du 4 Août » de leur souveraineté, de leurs monopoles et de leurs « dirigismes ».

Sans attendre les décisions officielles des Parlements, il faut donc passer, **nous-mêmes et tout de suite, à l'action directe internationale**, et organiser les liaisons et les institutions que les Etats n'auront plus qu'à légaliser et rendre officielles. C'est le rôle de cette revue, socialiste et fédéraliste, de donner toutes précisions

utiles pour une action adaptée à la vie de chacun, à la vie professionnelle, locale, syndicale, morale.

Le danger qui nous menace résiderait dans un « Super-Etat » centralisé, et des « super-partis », qui transposeraient sur le plan européen leurs luttes désuètes et leur esprit envahissant, « politisant » toutes les questions et les envisageant sous le seul point de vue de l'électoratisme et de la « propagande ». C'est pourquoi **le fédéralisme intérieur est la condition nécessaire du fédéralisme européen**. Le « transfert de souveraineté » des Etats nationaux actuels doit d'abord se faire **à l'intérieur**, par une socialisation, une fédéralisation, (c'est-à-dire une « désétatisation ») des fonctions de l'Etat, aujourd'hui seul « gérant » de la nation. En analogie avec la cogestion de l'entreprise et de la profession les travailleurs de toutes catégories doivent réclamer la cogestion de l'économie, et même de l'administration et de la culture, selon les principes traditionnels du socialisme fédéraliste.

Il ne suffit pas de vouloir « l'Europe ». Encore faut-il savoir laquelle. Hitler aussi voulait l'Europe. La nôtre ne sera pas tout à fait l'Europe « libérale » de Churchill ou l'Europe dite « socialiste » des étatistes et dirigistes de la S.F.I.O.. Ce sera une Europe fédérale et populaire, faisant appel aux collectivités sociales et territoriales de base, où l'homme est un citoyen actif et compétent et non une « bête du troupeau », un « homme des masses », suggestionné par des « meneurs » démagogues qui ne lui demandent que d'applaudir et ne l'invitent qu'à revendiquer et non à gérer, à cogérer et à construire, en assumant les responsabilités précises qui sont à la mesure de sa compétence et de son désintéressement.

Ce sera une Europe **socialiste** (mais pas au sens politicien de ce terme), où les industries clés et les sources de matières premières devront être **socialisées** (et surtout pas étatisées !), cogérées par les travailleurs, et organisées en un **secteur économique européen**, commun à tous. Ce n'est donc pas seulement la Ruhr qui doit être internationalisée, mais aussi le bassin de Briey, les mines de Silésie, de Bohême, le pétrole de Roumanie, l'énergie hydroélectrique des Alpes, les grands canaux et fleuves, les grands services publics (transports, P.T.T., Travaux, publics, Main-d'œuvre, etc.). Les grands « Offices » autonomes européens du Charbon, de la Houille blanche, des Transports, etc., qu'il nous faut constituer, ne le seront pas seulement par l'action des représentants des Etats, mais par la nôtre : les délégués des travailleurs et des professions et interprofessions qualifiées, ainsi que des usagers et consommateurs intéressés, devront être représentés dans les Conseils d'administration.

Voilà comment se fera l'Europe et qui la fera. L'interpénétration, sociale internationale ne peut être réalisée par les gouvernements, mais par les gouvernés eux-mêmes associés dans ces sociétés intermédiaires, professionnelles ou autres, qui se correspondent par delà les frontières et sont, par nature, solidaires, alors que les Etats sont, par nature, ennemis, conquérants, et avides de souveraineté.

Parodiant des formules classiques, nous pouvons conclure : la libération des Européens sera l'œuvre des Européens eux-mêmes. Travailleurs de toute les classes et de toutes les nations, unissez-vous ! La liberté ne vous sera pas apportée de l'extérieur, sur un plat d'argent, car elle est une conquête sans cesse menacée. L'Europe ne se fera pas sans les Européens. Si vous la voyez, soyez-en dignes et méritez-la. Elle sera ce que vous la ferez, à la mesure de votre foi, de votre esprit pacifique, de votre générosité, de votre intelligence.

A. GAUTIER-WALTER.